



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Aux-chefs-de-gouvernement-et-au>

Aux chefs de gouvernement et au Président de l'Union européenne

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1997 - N° 970 - octobre 1997 -

Date de mise en ligne : dimanche 17 août 2008

Date de parution : octobre 1997

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Des citoyennes et citoyens belges, regroupés au sein du mouvement Charte 91, c/o Musée Charlier, 16 avenue des Arts à B 1210 Bruxelles ont lancé une adresse aux chefs des gouvernements de l'Union Européenne.

En voici, ci-dessous, le texte, transmis par Lucien Gosset. Nous le présentons de façon à pouvoir être facilement découpé et suggérons à tous nos lecteurs de s'y associer en le signant avant de l'envoyer au :

**Groupe liégeois pour l'économie distributive,
21 rue Hensez,
B4630 Micheroux,
belgique.**

Mesdames, Messieurs,

La politique mondiale est aujourd'hui dominée par une idée forte, à savoir que la libre circulation des capitaux, la concurrence entre les entreprises et les nations et le dynamisme de l'initiative privée assureront la croissance de l'économie et, à terme, un développement harmonieux de l'humanité. Voici pourquoi nous ne croyons pas à cette idée.

1. Dans les pays industrialisés, le produit national brut n'a fait que croître depuis plusieurs décennies, et pourtant le nombre des pauvres est élevé et ne fait que croître lui aussi. S'appuyant sur les possibilités immenses que leur offre la technologie, les entreprises se disputent les parts de marché. Fait nouveau dans l'histoire, le niveau atteint par la productivité aboutit à la réduction massive du travail humain. On continue à dire que « le meilleur gagne », mais peu parmi les meilleurs peuvent encore gagner et la proportion des exploités, des chômeurs, des exclus augmente sans cesse. Autrefois, les travailleurs étaient les principaux agents de la production : ils pouvaient donc lutter efficacement contre l'exploitation et pour une société équitable. Aujourd'hui ils sont désarmés, réduits à se concurrencer les uns les autres ou à descendre dans la rue pour se faire entendre. Ils ne négocient plus de meilleures conditions de travail ,et de-vie, mais seulement des modalités d'exclusion qui ne soient-pas trop brutales. La précarité et l'exclusion-pervertissent la démocratie.

2. Acceptons un moment la logique de la compétitivité. Une économie libre, dit-on, engendre la croissance et celle-ci provoque, à terme, la création d'emplois. Mais pour que l'économie croisse, il faut que la demande croisse. Comment pourrait-elle le faire lorsque chaque pays, pour assurer sa compétitivité, réduit les salaires, les dépenses sociales, les investissements publics, obligeant ainsi les voisins à faire de même pour maintenir leur propre compétitivité ? C'est une spirale infernale.

Affirmer que les gains de productivité ont toujours engendré de nouvelles activités économiques et la création d'emplois, et qu'une évolution analogue est en marche aujourd'hui, c'est postuler que le futur répétera fidèlement le passé. Mais les gains de productivité que nous connaissons n'ont pas de précédent. Et le chômage ne reculera pas sans une politique de répartition du travail. Le chômage ne reculera pas tant que les gouvernements continueront à lutter prioritairement contre l'inflation et les déficits publics.

3. La concurrence internationale aboutit à concentrer les profits dans les pays avancés, à déplacer les activités

économiques vers les pays où les salaires et les réglementations sociales ou écologiques sont les plus faibles. Ce processus pousse au démantèlement des systèmes de protection sociale des pays qui en sont le mieux pourvus, et laisse pour compte des nations qui ont le plus de peine à s'intégrer au mouvement de l'économie mondiale.

4. L'expérience prouve que la libre circulation des capitaux n'engendre pas que des activités appropriées aux besoins des hommes : elle entraîne aussi un grand volume d'activités néfastes et de spéculations plus que stériles, injustes. Elle fait des ravages au Nord et surtout au Sud, touchant les personnes les plus faibles et parmi elles les femmes et les enfants. Par la misère qu'elle instaure, elle favorise la violence et les dictatures, souvent soutenues par les guerres qu'alimente le commerce des armes. Il est urgent de prendre des mesures qui permettent la contribution du capital financier à la prospérité de tous. Ainsi, vu le volume des transactions financières internationales, une taxe minimale sur ces transactions dégagerait des fonds importants pour le développement des pays les plus pauvres.

5. La croissance appelée de leurs vœux par les dirigeants politiques, si elle se réalisait, serait insoutenable en raison de son coût écologique. Les ressources de la terre sont en quantité finie et certaines d'entre elles sont au bord de l'épuisement. La capacité de résistance aux nuisances, aux pollutions, à l'accumulation des déchets atteint ses limites : de l'effet de serre à la contamination des eaux, des déchets nucléaires à certaines pratiques de la production agro-alimentaire, la pollution tue. Telle qu'on la conçoit habituellement, l'idée de croissance est absurde.

Au terme de cette analyse, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de réévaluer l'idée que la compétitivité et la mondialisation de l'économie sont les clés principales de l'avenir. La santé, les ressources naturelles, l'éducation, la justice sociale, la culture sont des biens sans valeur marchande et des droits pour chacun. C'est l'honneur de l'humanité d'avoir promu l'idée qu'il existe des droits de la personne. Mais ces droits sont-ils respectés par ceux qu'on dit responsables lorsqu'ils acceptent que des citoyens n'aient ni nourriture suffisante, ni logement, ni recours face à la maladie ?

Nous contestons une globalisation basée sur la primauté de l'économie et de la finance. Nous voulons une véritable globalisation qui tienne compte des besoins réels des hommes et des femmes ainsi que des enjeux sociaux et écologiques. Nous nous adressons à vous, dirigeants de l'Union européenne, pour que vous décidiez d'engager les forces politiques et économiques de l'Europe vers un nouveau partage dans lequel chaque femme et chaque homme compte, même s'il n'est pas parmi les plus forts.

Nous voudrions que cette lettre relaie massivement vers vous le message de colère et l'attente angoissée de tous ceux que nous connaissons, et qui n'auront ni les moyens ni le courage de vous écrire.

Signature